



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 11 JAN. 2023

**mettant en demeure la société EDIB
implantée ZA LES ACACIAS à BISCHOFFSHEIM (678270)
de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement
pour sa plateforme de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1997 autorisant la société ACTIVALOR SARL à exploiter une installation de transit, tri et valorisation de déchets banals à Bischoffsheim ;
- VU le rapport du 9 décembre 2022 de la visite du 11 octobre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées sur le site de la société EDIB à Bischoffsheim ;

CONSIDÉRANT que le volume de déchets (bois, cartons) entreposés constaté par l'inspection est d'environ 1780 m³, que ce volume dépasse le seuil du régime de l'enregistrement (1000 m³) de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1997 fixe le volume maximal de déchets à 900 m³ au titre de la rubrique 2714 et que pour ce volume la rubrique 2714 relève du régime de la déclaration ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté que les déchets sont entreposés uniquement à l'extérieur, que les déchets de bois sont entreposés en limite de propriété, à proximité d'une zone boisée sans distance d'éloignement, que les conditions d'exploitation ont été modifiées depuis que le hall de tri et de stockage a été rasé et n'ont pas été portées à la connaissance de la préfète ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté que le site ne dispose pas d'une capacité pour le confinement des eaux d'extinction ;

CONSIDÉRANT que dans le dossier de demande d'autorisation déposée en 1996, les conditions de stockage sont définies exclusivement dans le hall de tri et de stockage, que le confinement des eaux d'extinction est prévu dans le hall de tri pour une capacité de 100 m³ ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prises dans l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1997 susvisé pour encadrer les risques et les phénomènes dangereux définis dans le dossier de demande d'autorisation de 1996 ne sont plus adaptées aux conditions d'exploitation actuelles ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement fixe que : « [...] toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux

autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...] » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté dans le registre des déchets que certains déchets proviennent de sociétés situées dans les communes de Colmar, de Guémar et de Marckolsheim, que ces communes sont situées à une distance supérieure à 30 kms de Bischoffsheim et ne sont pas dans la zone de chalandise ;

CONSIDÉRANT que la zone de chalandise est fixée à 30 km à l'article 1-b de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1997 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société EDIB dont le siège social est situé 2 rue Joseph Cugnot à Tinquieux (51430) est mise en demeure pour ses installations situées zone d'activités des acacias à Bischoffsheim (67870), de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes :

- dans un délai de huit mois, les prescriptions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, en déposant un dossier de demande de modification comprenant :
 - la modification des activités relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714,
 - les modifications portant sur les conditions d'exploitation des installations,

(NB : le respect de ces prescriptions vaudra aussi respect de celles de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1997.)

- dans un délai de quatre mois, les prescriptions de l'article 1-b de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1997 concernant la zone de chalandise : *« La collecte des déchets banals des entreprises sera organisée dans un rayon de l'ordre de 30 km autour du site. »*

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

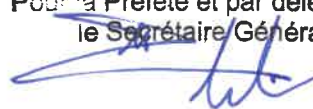
- le sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EDIB par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Bischoffsheim.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

